

SUD-YVELINES

L'association A10 Gratuite poursuit son combat

Une quinzaine de membres de l'association A10 Gratuite distribuait des tracts au péage de Longvilliers au niveau de l'A10 jeudi dernier. La raison de cette action ? «Rendre compte aux usagers de ce que nous avons fait depuis l'an dernier», résume le président de l'association, Jean-Claude Lagron.

Pour l'association, la bataille avance.

Reçue au ministère des Transports en mai

Si les derniers rebondissements politiques n'aident pas à faire avancer le dossier, l'association peut compter sur quelques élus, notamment le sénateur de l'Essonne Vincent Delahaye. «Il a joué un rôle très important», glisse Jean-Claude Lagron. En 2020, le sénateur a été le rapporteur d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières. «Cette commission est arrivée aux mêmes conclusions que nous à savoir une surrentabilité des



Jean-Claude Lagron, le président de l'association A10 Gratuite.
Stéphanie PETIT

concessions autoroutières et a préconisé la suppression du péage francilien de l'A10 et l'A11. Nous sommes favorables à ce que les habitants d'Ablis et d'Allainville puissent prendre l'autoroute pour aller travailler comme les autres Franciliens», détaille Jean-Claude Lagron.

Ainsi, rien d'étonnant à ce que le sénateur soit venu soutenir les bénévoles de l'association dans leur opération de tractage. «C'est un sujet populaire sur

lequel on peut récupérer de l'argent. Je ne comprends pas que le gouvernement ne s'en saisisse pas», glisse le sénateur.

«C'est un dossier qui concerne énormément de Français. Les contrats des concessions autoroutières leur sont hyper favorables depuis leur origine. Je pense qu'il y a moyen de discuter de ces superprofits. Nous sommes un peu trop

frileux avec les concessions autoroutières.»
VINCENT DELAHAYE, SÉNATEUR DE L'ESSONNE

De son côté l'association a été reçue au ministère des Transports en mai. «L'État a publiquement montré la surrentabilité et a aussi changé son fusil d'épaule à propos des trajets dits du quotidien», note le président de A10 Gratuite.

«90 % des usagers sont d'accord avec nous»

«La bataille que nous menons est sensible auprès des gens qui effectuent les trajets domicile-travail», souligne Jean-Claude Lagron. L'association se bat pour la gratuité des péages sur l'A10 pour la partie francilienne.

«Cela peut vite faire une somme. Ceux qui habitent à Dourdan pour aller vers Paris déboursent environ 400

€ par an. Ceux qui habitent Ablis ou Allainville sont aussi concernés. Pour eux, la note bien plus salée et monte à 1 400 € par an et par personne»,
JEAN-CLAUDE LAGRON, président de A10 Gratuite

Car le combat mené en Île-de-France, l'est aussi dans d'autres régions de France du côté de «Toulouse, de Lyon aussi». Le combat est mené pour les habitants des zones périurbaines.

Comme c'est le cas à «Ablis, une zone qui s'est fortement développée ces dernières années, avec des couples jeunes. Parfois la note est à multiplier par deux. Cela donne une question socialement difficile autour de l'accès à l'autoroute», poursuit-il.

«Nous sommes dans un secteur défavorisé au point de vue des transports ferroviaire. La ligne de RER la plus proche est le C. Et c'est la plus vétuste de l'Île-de-France. Cela contribue au succès du pôle multimodal de Longvilliers car il permet de rejoindre le RER B



Opération de tractage. Stéphanie PETIT

à Massy», ajoute Jean-Claude Lagron.

L'association bénéficie du soutien de plusieurs maires du Sud-Yvelines et de l'Essonne, tout comme de députés et de sénateurs.

● Stéphanie PETIT

■ Contact :
a10gratuite@free.fr